

Résumé de la 3^{ème} édition du Livre Blanc Generali SME **EnterPRIZE**

La transition durable des PME européennes reste solide, malgré les défis (tels que la reprise post-pandémie, l'inflation, l'augmentation des coûts de l'énergie et la guerre en Ukraine) auxquels les PME ont été confrontées ces dernières années. Selon notre étude, les PME qui ont adopté une approche plus formelle de la durabilité ou qui sont en train de le faire représentent 44 % de l'échantillon, soit une augmentation de 3 % par rapport à l'année précédente et de 10 % par rapport à une enquête paneuropéenne similaire menée en 2020.

En revanche, les PME ne manifestant aucun intérêt pour une stratégie de développement durable représentent 37 % de l'échantillon, avec toutefois une réduction de 6 % en 2023 par rapport à l'année dernière. À la croisée des chemins, les PME indécises, qui déclarent qu'un plan d'action en faveur du développement durable pourrait être mis en œuvre à l'avenir, ont légèrement augmenté, passant de 13 % en 2023 à 16 % en 2022.

Malgré la résilience des PME européennes, les obstacles à l'adoption d'une approche saine de la durabilité restent élevés et ont augmenté depuis l'année dernière. Le pourcentage de PME européennes qui perçoivent des obstacles significatifs entravant leur transition vers le développement durable a augmenté dans différents domaines, tels que :

- **La pertinence du manque de soutien institutionnel** (réglementation excessive et bureaucratie) qui a presque doublé, passant de 25 % en 2022 à 48 % en 2023.
- **Le manque d'incitations publiques**, qui a également augmenté de manière significative, passant de 17 % en 2022 à 48 %. Les PME perçoivent un manque d'incitations de la part des autorités publiques pour encourager et récompenser les initiatives durables.
- **Le manque d'instruments de financement durable** pour les PME, qui a connu une augmentation notable, passant de 26 % en 2022 à 47 %.

Notre étude réaffirme que **les PME qui ont adopté une approche plus structurée de la durabilité en retirent des avantages dans tous les domaines**, soulignant une nouvelle augmentation par rapport aux résultats déjà positifs de l'année dernière :

- **Avantages organisationnels** : le nombre d'entreprises qui déclarent avoir obtenu un meilleur impact environnemental et une amélioration conséquente en termes d'organisation a connu une augmentation constante, passant de 78% en 2022 à 82% en 2023 ; les PME qui déclarent avoir amélioré leur efficacité sont passées de 64% en 2022 à 74% en 2023.

- **Avantages relationnels** : On observe un niveau constant de satisfaction des employés et des clients, de meilleures relations avec la communauté, ainsi que des améliorations en termes de réputation et de dialogue avec les parties prenantes.
- **Avantages pour le marché et la concurrence** : Les PME tirent des avantages commerciaux et concurrentiels de leurs efforts en matière de durabilité. Le pourcentage d'entreprises déclarant avoir un meilleur accès aux nouveaux marchés est passé de 54 % en 2022 à 68 % en 2023, ce qui indique que les références en matière de durabilité deviennent cruciales pour pénétrer et se développer sur de nouveaux marchés.

Les PME européennes demandent sans cesse à être soutenues dans leur transition par un large éventail d'initiatives institutionnelles et commerciales :

- Incitations fiscales pour promouvoir l'utilisation de produits ou de services plus durables : il s'agit de la mesure la plus importante, 73 % des PME européennes la considérant comme très importante ou importante.
- Les subventions européennes ou nationales visant à financer la transition écologique des entreprises européennes arrivent en deuxième et troisième position, deux PME sur trois déclarant que les fonds européens ou nationaux sont très importants ou importants.
- Des conditions financières plus favorables liées aux ambitions ESG arrivent en quatrième position, avec 63 %, et impliquent le développement d'instruments financiers qui promeuvent la durabilité et offrent des avantages, y compris des frais réduits, aux PME engagées dans des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Pour assurer une transition juste et durable, il est essentiel d'intégrer les PME retardataires et indécises. Nous avons formulé des recommandations à court et à moyen terme à l'intention des décideurs politiques et du secteur financier, car ils font partie des acteurs clés capables de promouvoir, d'accélérer et de consolider la transition juste et durable des PME européennes.

I. Recommandations pour les décideurs politiques

- **Priorité 1** : Expliquer et convaincre les PME indécises et les retardataires par des initiatives et des campagnes de sensibilisation mettant en avant le "business case ESG" et les avantages de la durabilité.
- **Priorité 2** : aider les PME européennes à surmonter les principaux obstacles, en mettant l'accent sur l'établissement d'un cadre clair et proportionnel pour les PME, tout en garantissant des incitations à la transition.

- **Priorité 3** : Renforcer la capacité des PME européennes à s'engager dans les centres d'innovation régionaux afin d'exploiter les opportunités, les réseaux et les partenariats en faveur de la durabilité.

II. Recommandations pour les institutions financières

- **Priorité 1** : Engager et responsabiliser les PME, en leur expliquant et en les sensibilisant aux instruments financiers disponibles et aux opportunités qui s'offrent à elles.
- **Priorité 2** : soutenir les PME européennes en concevant et en intégrant des instruments de financement durable spécifiquement adaptés, notamment en comblant les lacunes en matière de "financement" et d'assurabilité".
- **Priorité 3** : Renforcer la capacité à atteindre les PME grâce à des partenariats et à une collaboration avec les acteurs concernés et la communauté des affaires.

LES RESULTATS EN FRANCE

En 2023, 39% des PME françaises sont en train de mettre en place ou ont déjà mis en place une stratégie ou un plan d'action de développement durable, soit une baisse de 3% par rapport à la précédente enquête menée en 2022.

Leur intégration des préoccupations environnementales et sociales est inférieure à la moyenne, en particulier en ce qui concerne la santé et la sécurité sur le lieu de travail, les relations avec les clients et les employés, et les nouveaux investissements.

Les principaux facteurs motivant l'adoption de l'ESG sont les exigences réglementaires, la vision et le sens de la responsabilité sociale des propriétaires, ainsi que le coût élevé de l'énergie.

Les PME françaises perçoivent le manque de ressources économiques et financières, d'incitations publiques et d'un cadre législatif clair comme les principaux obstacles à leur transition durable.

Les PME françaises se sentent tout autant touchées par les dernières crises mondiales que leurs homologues européennes, et considèrent les incitations fiscales pour promouvoir les produits ou services durables, les fonds nationaux subventionnés pour financer la transition verte, et des conditions de crédit plus favorables liées aux ambitions de durabilité comme les mesures les plus pertinentes pour soutenir leur transition juste et durable.

Approche stratégique des tendances en matière de développement durable - % des PME

En 2023, 39 % des PME françaises ont déclaré avoir déjà mis en place une stratégie ou un plan d'action ESG ou être en train d'en mettre un en place, soit une baisse de 3 % par rapport aux 42 % rapportés dans l'enquête précédente.

Intégration des préoccupations environnementales et sociales - % de PME "totalement" ou "fortement" intégrées

Le niveau d'intégration des préoccupations environnementales et sociales dans les activités des PME en France est inférieur à la moyenne dans tous les domaines, en particulier en ce qui concerne la santé et la sécurité sur le lieu de travail, les relations avec les clients, les relations avec les employés et les nouveaux investissements.

Principaux facteurs ayant favorisé l'adoption d'une démarche ESG - % des PME

Les trois principaux facteurs qui ont favorisé ou imposé l'adoption d'une démarche ESG aux PME françaises sont centrés sur les exigences réglementaires, la vision et le sens de la responsabilité sociale des propriétaires, et le coût élevé de l'énergie.

Obstacles à la transition durable - % de PME jugeant l'obstacle "très important" ou "important"

Les PME françaises semblent percevoir les obstacles à la transition durable avec une intensité légèrement inférieure à celle de leurs homologues européennes. Les principaux obstacles sont le manque de ressources économiques et financières, le manque d'incitations publiques et l'absence d'un cadre législatif clair.

Impact de la crise énergétique, de l'inflation et de la guerre en Ukraine sur les ambitions de développement durable des PME européennes - % de PME ayant répondu "beaucoup" ou "très"

Les PME françaises ont perçu les impacts négatifs de l'augmentation des prix de l'énergie, de l'inflation et de la guerre en Ukraine sur leurs ambitions en matière de développement durable avec une intensité similaire à celle de leurs homologues européennes. En ce qui concerne

l'impact positif des fonds européens de nouvelle génération, 1 PME sur 3 a fait état d'effets positifs sur ses ambitions ESG sur leurs ambitions.

Avantages de l'adoption d'une approche ESG - % de PME déclarant des avantages "très positifs" ou "positifs"

Le profil des bénéfices perçus par les PME françaises suite à l'adoption d'approches plus structurées en matière de développement durable varie de celui de leurs homologues européennes, avec des écarts significatifs sur la plupart des aspects. La comparaison d'une année sur l'autre montre une augmentation de l'intensité perçue de plusieurs avantages.

Pertinence et préparation aux facteurs de transformation : % déclarant "très" ou "assez"

Les PME françaises perçoivent la pertinence des moteurs de transformation avec une intensité légèrement supérieure à celle de leurs homologues européennes. Il en va de même pour leur niveau déclaré de préparation à ces facteurs.

Comment les PME demandent à être soutenues - % de PME déclarant l'initiative pertinente (très ou assez)

En termes de demandes de soutien, les PME françaises montrent une perception de l'urgence légèrement plus forte que leurs homologues européennes. Les incitations fiscales pour promouvoir les produits et services durables, les fonds nationaux subventionnés pour financer la transition écologique et les conditions de crédit plus favorables liées aux ambitions de durabilité sont autant de questions très pertinentes pour les PME françaises.

Ceci est une traduction partielle du communiqué de presse du Groupe Generali. Seule la version [anglaise](#) fait foi.